

### Les vaches : combien de divisions ?

**Le lancement de la ferme « des mille vaches » a suscité autant d'émoi que d'intérêt économique selon la position que l'on occupe sur l'échiquier politique. Pourfendeurs de l'agriculture industrielle contre défenseurs d'une agriculture tournée vers la productivité et les marchés, deux visions difficilement réconciliables. Quels sont en réalité les termes du débat ?**

Avec la mise en service de la ferme dite « des mille vaches », la société française est confrontée à ce que le sociologue Edgar Morin a récemment appelé, sans doute abusivement, une « guerre de civilisation ». La ferme « des mille vaches » symbolise, avec le barrage de Sivens, les crispations qui caractérisent désormais la société française. Tout projet économique se heurte à une opposition structurée autour de la question environnementale, dont est porteuse la pensée écologique. Si l'on ajoute à ces clivages sociopolitiques le diagnostic des experts du climat qui pour certains, sont réunis dans le GIEC, diagnostic selon lequel la dégradation climatique semble s'accélérer, on obtient tous les ingrédients formant une société prise d'une angoisse extrême quant à son avenir. Avenir rangé pour les uns du côté des investissements d'envergure destinés à relancer une croissance économique en panne depuis plusieurs décennies, tandis que pour les autres, de telles ambitions ne font qu'amplifier les risques que l'économie fait courir au genre humain. Deux approches fondamentalement irréconciliables du monde.

Concernant la ferme dite des mille vaches, elle incarne à elle seule le modèle de production agricole qu'il va falloir soit choisir, soit rejeter. On sait que le paradigme productif hérité des années 1960, initié par les décisions politiques tant nationales qu'européennes dans le cadre de la PAC, bute sur un certain nombre de limites, lesquelles ont incité les pouvoirs publics à avancer des solutions durables. L'agroécologie, fer de lance de ce nouveau modèle de production agricole, partie intégrante d'une Loi d'avenir initiée par le Ministre français de l'agriculture, constitue une ambition s'inscrivant dans le prolongement de ce qui a pu être entrepris à l'échelle de la PAC dans les années antérieures. Prise sous cet angle, la ferme « des mille vaches » entre en contradiction avec les objectifs fixés par la Loi d'Avenir. Mais il semble peu surprenant de voir émerger des projets qualifiés d'agro-industriels du type « ferme des mille vaches ». Ils devraient d'ailleurs se multiplier. Les réformes de la PAC ont, au gré du retrait des outils de régulation des marchés, libéré des forces

économiques motivées par l'efficacité et la rentabilité du capital. La sortie des quotas laitiers constituent en quelque sorte une force motrice pour que des capitaux, pas toujours issus de la sphère agricole d'ailleurs, entrent dans la bataille de la mondialisation. La demande de produits laitiers étant plutôt bien orientée, et elle devrait continuer à l'être, il s'agit de prendre position sur les marchés en optant pour une production à grande échelle, capable de dégager des rendements suffisamment élevés pour contenir les coûts de production. Les États-Unis, le Brésil et, plus près de nous, l'Allemagne, se sont lancés – ou s'apprêtent à le faire – dans ce modèle. La Pologne pourrait suivre dans quelques années. Ce qui est par conséquent en train de se jouer, c'est ou l'émergence d'une « agriculture de firme » ou bien la préservation de l'exploitation familiale. Le corollaire se situe dans la question de savoir lequel des deux paradigmes productifs sera le plus efficace dans l'hyper concurrence qui caractérise désormais la mondialisation.

La mondialisation, à laquelle nous avons été sommés de confier notre destin à partir de la fin des années 1980, suscite les appétits économiques les plus aiguisés. Les groupes industriels, certains fortement internationalisés, se préparent à sécuriser leur approvisionnement en or blanc, pour en faire des produits laitiers répondant aux attentes des consommateurs asiatiques ou, demain, africains. Au centre de cette stratégie de conquête, le prix. L'Europe laitière va donc être fondamentalement reconfigurée avec la sortie des quotas laitiers, la ferme « des mille vaches » en étant l'une des faces apparentes et précoces. Sauf que, libérant la production, l'initiative que l'UE a prise de mettre fin à une régulation des volumes, introduit en négatif la menace d'une surproduction future, dès lors que la demande mondiale serait moins porteuse. Les conséquences sur la formation du prix sont connues, comme nous le rappelle l'épisode de 2009. Si la baisse du prix est préjudiciable aux producteurs et à son revenu, elle le sera sans doute moins pour le transformateur. Décidément, il devient urgent de dresser un premier bilan de la mondialisation.

**Contact : Thierry POUCH**

#### Assemblée Permanente des Chambres d'agriculture

9 avenue George V

75008 Paris

Tél : 01 53 57 10 10

Fax : 01 53 57 10 05

Email :

accueil@apca.chambagri.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Etablissement public

Siret 180070047 00014

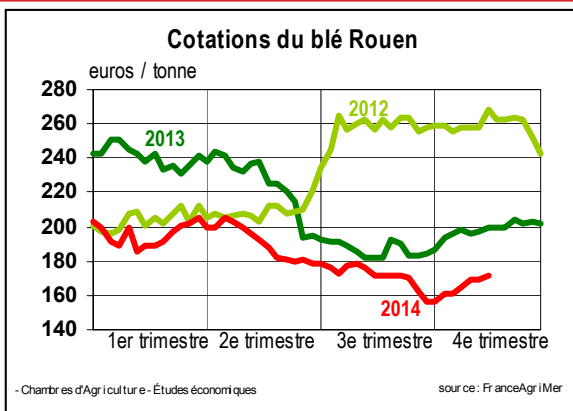
[www.chambres-agriculture.fr](http://www.chambres-agriculture.fr)

Avec la participation  
financière du CasDAR



Avec la contribution financière  
du compte d'affectation spéciale  
«développement agricole et rural»

### Rebond surprise du blé Rouen



Dans le sillage du regain de prix constaté à Chicago, le cours du blé Rouen se redresse depuis le début du quatrième trimestre. Le rebond est-il annonciateur d'un effacement de la baisse enregistrée ces dernières semaines ? On peut le supposer, dans la mesure où les exportations sont bien orientées, et les blés américain et russe sont touchés par l'arrivée précoce du froid. Le cours reste certes très éloigné de celui de 2012, encore en-dessous de celui du début de l'année 2014, mais l'année pourrait se terminer sur un meilleur profil de prix que ce qui était prévu.

## Comptes de l'agriculture de 2014 : vers une hausse de la valeur ajoutée de la branche ?

**En 2014, le bilan économique de l'année agricole serait très hétérogène selon les secteurs de production : progression des résultats dans la viticulture, le lait et les œufs, repli ailleurs.**

La Commission des Comptes de l'Agriculture Nationale se réunira le 15 décembre 2014 et publiera le compte de l'agriculture nationale de l'année 2014 calculé par l'INSEE. Aujourd'hui, la statistique conjoncturelle agricole est abondante et la méthodologie des comptes nationaux transparente<sup>1</sup> ; il est alors tentant d'essayer d'élaborer un compte prévisionnel de l'agriculture sans attendre la publication officielle de décembre. C'est l'exercice auquel nous nous sommes livrés dans ce texte. Il apparaît que la valeur ajoutée de la branche agricole pourrait augmenter assez nettement en 2014 sous l'impulsion de bons résultats sectoriels (viticulture, lait, œuf) qui compenseraient la morosité des autres secteurs d'activité (voire une situation de crise pour les céréales et oléoprotéagineux). Nous ne parlerons que d'une croissance probable sans la chiffrer car nous n'avons pu renseigner les évolutions de prix et de volume que des trois quarts des postes de production et d'intrants du compte de la branche agricole (jusqu'à la valeur ajoutée) et surtout nos estimations sont établies hors subventions qui représentaient, en 2013, l'équivalent de 15 % de la valeur de la production agricole.

**Productions végétales : offre abondante et prix en recul sauf en viticulture (dont les prévisions sont fragiles)**

En grandes cultures, les récoltes de la campagne 2014/2015 ont été bonnes. Les volumes ont augmenté de +2 % pour le blé tendre, +9% pour le maïs, +30 % pour le colza et +9 % pour le tournesol par rapport à la récolte de la campagne précédente. L'offre abondante a provoqué une forte baisse des prix sur les marchés. L'indice IPPAP des deux premiers mois de la campagne 2015/2014 (juillet et août) est en recul de -10 % pour les céréales et de -15 % pour les oléoprotéagineux par rapport au deux premiers mois de la campagne 2014/2013. Globalement, la baisse des prix devrait être plus forte que la hausse des volumes et on peut s'attendre à une baisse de la valeur des productions comprise entre -5 et -10 % par rapport à 2013.

Pour les fruits, l'activité est hétérogène : recul des volumes récoltés en pommes et poires (moyenne annuelle sur les 9 premiers mois), progression pour les fruits à noyaux (abricots, cerises, pêches), et les fraises. Compte tenu de la pondération de chaque fruit dans le compte, cela aboutirait à une hausse de l'indice de volume du poste "fruits" de +5 %. Pour les prix, on a pu constater sur les marchés que la demande a été timide et que les prix ont été orientés à la baisse à l'exception notable des fruits à coque (ce qui confirme le dynamisme de ce secteur). L'indice des prix (IPPAP) des fruits est en recul de -20 % sur les 9 premiers mois de l'année par rapport à 2013.

Pour la production de légumes, on est dans la même situation que les fruits : diversité des évolutions de volume par type de légumes qui se solderait par une baisse de -2 à -5 % (indice synthétique de volume, optique du compte de l'agriculture nationale) et d'un léger repli de -1 % de l'indice de prix sur les huit premiers mois de l'année ( indice IPPAP). Enfin, du côté de la viticulture, les prévisions des récoltes tablent sur un net progrès des volumes par rapport à 2013 : + 10 % pour l'ensemble des vins (dont +18 % pour les vins AOP). Pour les prix, il est plus que périlleux de faire des prévisions des prix de campagne au moment de l'année où nous sommes et il

est prudent de se résoudre à ne faire aucune hypothèse en la matière. Globalement, les prévisions que l'on peut faire, dans le domaine des produits végétaux, conduisent à un recul de la valeur de la production pour les grandes cultures et les fruits et légumes qui pourrait être plus que compensé par la progression des volumes des productions viticoles (sous réserve d'évolutions de prix pas trop baissières).

**Productions animales : conjoncture porteuse pour le lait et les œufs**

Sur les sept premiers mois de 2014, les volumes de production (abattage et production) de gros bovins, ovins et porcins sont stables par rapport à 2013 (légère progression pour le veau). La demande intérieure est peu dynamique en 2014 et les prix baissent par rapport à 2013 en viande bovine et porcine (sur les sept premiers mois de l'année) mais les cours se sont mieux tenus pour les veaux et les ovins. Au final, la valeur de la production de l'ensemble du poste "bétail" du compte (qui réunit les productions de bovins, équins, porcins, ovins et caprins) pourrait être en repli de l'ordre de -5 %. En aviculture, l'année 2014 se solderait par une baisse de la production en volume (-2 %) et en prix (-8 %) pour la viande de volaille tandis que pour les œufs, l'année serait plus favorable au vu des indicateurs sur les deux premiers semestres où les volumes de production progressent (+5 %) et les prix seraient stables. Enfin, dans le domaine laitier, les indicateurs sont plutôt favorables. La collecte de la campagne 2014/2015 était supérieure de +6,5 % à celle de la campagne de 2013/2014 sur les sept premiers mois de l'année et les prix progresseraient aussi (+5 % sur la même période). Au final, dans les productions animales comme dans les productions végétales, on constate une certaine hétérogénéité : progression de la valeur des productions de lait et d'œufs, baisse pour les autres secteurs animaux. Ces évolutions pourraient se solder par une progression de +5 % à +10 % de la valeur de la production animale dans le compte national de l'agriculture de 2014.

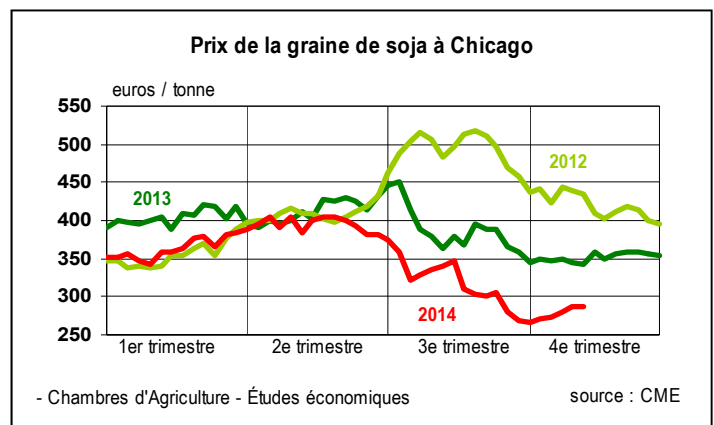
**Consommations intermédiaires : des prix plutôt favorables aux agriculteurs**

Les achats de Consommations Intermédiaires utilisées par la branche agricole seraient en recul entre 2014 et 2013. Les prix des intrants sont orientés à la baisse : -9 % pour les engrais (optique campagne), -2 % pour les produits énergétiques et -8% pour les aliments du bétail (sur la base des huit premiers mois de l'année). Pour les volumes, les informations sont plus lacunaires. On lira dans le Bulletin de conjoncture agricole de novembre publié par le Ministère (voir méthodologie), que les achats d'aliments du bétail sont stables de janvier à août 2014 par rapport à janvier-août 2013 et que les volumes d'engrais employés pour la campagne 2014/2015 sont proches des volumes de la campagne précédente. Pour les autres intrants, nous ne disposons pas à l'heure actuelle d'informations, ni même d'indicateurs de tendance. Globalement, au vu des indices de prix et de volumes d'achats d'intrants dont nous disposons, la valeur des Consommations Intermédiaires pourrait atteindre un recul de -2 à -3 % dans le compte de 2014.

**Valeur Ajoutée agricole : augmentation probable en 2014 dans un contexte d'hétérogénéité sectorielle forte**

Pour résumer, dans les comptes de l'agriculture, l'activité agricole de l'année 2014 devrait se solder par une hausse de la valeur des productions végétales et animales, une baisse de la valeur des consommations intermédiaires et *in fine* par une hausse de la valeur ajoutée.

Pour résumer, dans les comptes de l'agriculture, l'activité agricole de l'année 2014 devrait se solder par une hausse de la valeur des productions végétales et animales, une baisse de la valeur des consommations intermédiaires et in fine par une hausse de la valeur ajoutée. Il n'est pas exclu que cette hausse soit assez conséquente. Et ce d'autant plus que l'année 2013 avait été particulièrement difficile pour les agriculteurs (les indicateurs de revenu de l'INSEE avaient reculé de -20 à -35%) ; en 2014, on devrait donc observer un effet de rattrapage. De ce qu'on sait déjà des résultats agricoles de l'année 2014, on peut d'ores et déjà tirer deux enseignements. D'une part que l'activité agricole est très segmentée et que chaque sous-secteur de production évolue, en 2014, dans une conjoncture qui lui est propre. D'autre part, l'instabilité de l'économie agricole est chaque année de plus en plus manifeste.



En **Russie**, les conditions climatiques sont sèches et défavorables aux semis de cultures d'hiver. Ainsi, selon Coop de France, la production de la campagne 2015/2016 pourrait diminuer de 15 %. En **Australie** aussi, les mauvaises conditions météorologiques font craindre une baisse de la récolte de blé et les estimations de production ont été revues à la baisse. Cependant, le niveau des exportations devrait rester inchangé. C'est surtout pour l'hémisphère Sud que des craintes se font sentir. La sécheresse au **Brésil** affecte aussi les semis de soja. « La vague de temps sec et très chaud qui prédomine sur la majeure partie du Centre-sud du Brésil continue à gêner - et parfois même à empêcher - la progression du semis de la récolte 2014-2015 de soja » selon une dépêche de l'AFP du 20 octobre 2014.

Aux **États-Unis**, en revanche, c'est plutôt l'excès de pluies qui a retardé les récoltes au mois d'octobre. De plus, les États-Unis connaissent des problèmes logistiques importants. L'abondance de leur production conduit à une saturation des voies de transport, déjà très sollicitées par les produits pétroliers. Les transports ferroviaires sont en effet accaparés par l'industrie pour le transport de pétrole de schiste. Les difficultés logistiques ralentissent l'acheminement de soja vers les usines de trituration et réduisent les quantités de tourteaux de soja disponibles. Les voies fluviales sont utilisées pour acheminer les marchandises le long de plusieurs grands fleuves, dont le Mississippie ainsi rallier les régions céréalières du Midwest et le golfe du Mexique au Sud. Mais compte tenu de l'importance de la production actuelle, ce mode de transport est saturé.

D'autant plus que le nombre de barges a diminué depuis les années 1990 et que l'état des voies fluviales s'est dégradé par manque d'entretien (dragage insuffisant, écluses hors d'usage). Cela a conduit à un doublement du coût du fret fluvial aux États-Unis entre 2014 et 2013. Un autre facteur haussier concerne la politique avec un gouvernement argentin qui pourrait renouer avec des pratiques d'encadrement des exportations. En France aussi, le prix du blé Rouen augmente mais il reste compétitif dans un contexte de taux de change euro/dollar plus favorable et des appels d'offre émis par l'Égypte ont été remportés par la France. Le dynamisme des exportations d'orge, en particulier vers l'Asie, fait également remonter les cours de cette céréale. Le prochain rapport de l'USDA de novembre 2014 apportera de nouveaux éléments. Toutefois, ces éléments restent conjoncturels et les fondamentaux du marché sont encore baissiers sur les céréales et les oléagineux en raison de l'abondance des disponibilités mondiales et de la reconstitution des stocks. De plus, la faiblesse du prix du pétrole pèse sur le cours du soja.

#### Méthodologie

Le Compte de l'Agriculture Nationale est calculé chaque année par l'INSEE. Il agrège les résultats de toutes les unités de production (exploitations professionnelles ou non ETA, CUMA). En 2013, ses principales valeurs étaient les suivantes (en milliards d'€)

Productions végétales : 41,9 (dont : Céréales : 11,2, Oléagineux : 2,2, Fruits : 3, Légumes : 2,8, Vins (ensemble) : 10,5)

+ Productions animales : 26,4 (dont : Gros bovins : 6,3, Porcins : 3,4, Veaux : 1,2, Ovins-Caprins : 0,7, Volaille : 3,6, Œufs : 1,2, Lait : 9,2)

= Production agricole (biens et services) : 72,8

+ Subventions sur les productions : 1,1

= Production agricole y compris subventions sur les produits : 73,9

- Consommations Intermédiaires : 48,4 (dont : Énergie : 4,5, Engrais : 4,9, Aliments des animaux (hors intra consommation) : 9,2)

= Valeur Ajoutée Brute : 25,5

Soulignons que les subventions d'exploitations (intégrées aux indicateurs de revenu après la valeur ajoutée) s'élevaient à 8,1 Mds d'€ en 2013.

Pour réaliser notre estimation de la valeur ajoutée agricole de 2013 nous avons calculé des indices d'évolution des prix et des volumes de la production et des consommations de la branche agricole (et des valeurs par déduction) en utilisant les données conjoncturelles du Bulletin mensuel (de conjoncture agricole) du Ministère de l'agriculture, actualisé le 5 novembre 2014 et mis en ligne sur le site d'Agreste : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/conjoncture/le-bulletin/>.

Acronymes : IPPAP : Indices de prix des produits agricoles à la production, IPAMPA : Indice des prix d'achat des moyens de production agricole.

#### Contact : Didier CARAES

1 Insee (2009), "Le compte spécifique de l'agriculture. Méthodologie de la base 2000", Insee Méthode n°120

### Rebond des prix des céréales et des oléagineux en octobre

**Alors que l'abondance de la production mondiale de céréales et d'oléagineux avait orienté leur prix à la baisse, les cours mondiaux ont connu un rebond en octobre. Les principales raisons de ce renchérissement sont l'inquiétude pour les semis de la prochaine récolte et les difficultés logistiques aux États-Unis.**

2014 aura été une année exceptionnelle car aucun événement météorologique majeur n'a eu d'impact sur la production agricole mondiale des principaux produits pour l'instant. Cette abondance a pesé sur les prix et les a orientés à la baisse au cours des deuxième et troisième trimestres 2014. Mais les cours ont toutefois rebondi en octobre, restant, tout de même, inférieurs à leur niveau 2013 ou 2012. Pour expliquer ce rebond, on peut tout d'abord citer les inquiétudes sur le climat dans certaines régions du monde.

**Contact : Viviane PONS-THEVENOT**

Alors que le projet de loi sur la transition énergétique a été adopté à l'Assemblée Nationale en octobre 2014, alors que la France se prépare à accueillir en décembre 2015 la Conférence mondiale sur le climat, les ambitions se multiplient pour accélérer le passage à des systèmes énergétiques moins polluants et plus économiques. Pour mémoire, en France 70 % de l'énergie finale consommée sont d'origine fossiles, pétrole et gaz en tête. De plus, revient régulièrement à l'esprit la problématique de l'épuisement des réserves de pétrole.

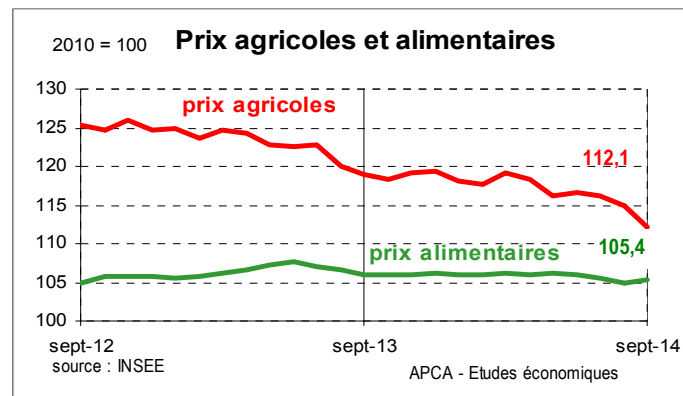
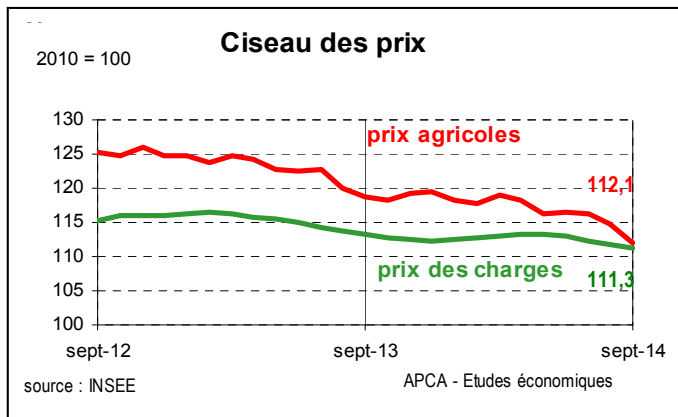
Il semble pourtant utile de faire le point sur l'état du marché pétrolier aujourd'hui et de s'interroger sur les perspectives sur une échelle de temps d'environ 25 ans. Depuis 2005, le prix du baril de pétrole s'était envolé. Le renchérissement des importations de produits énergétiques avait de ce fait constitué une aubaine pour les avocats des énergies de substitution. Il est vrai que les répercussions d'un prix du pétrole élevé furent nombreuses et préjudiciables, les agriculteurs en savent quelque chose. Toutefois, depuis le mois de juillet 2014, le prix du baril a chuté de plus de 25 %, atteignant tout juste 80\$ (64€). Toutes les matières premières, à de rares exceptions près, sont orientées à la baisse depuis le début de l'année.

Les causes de ce repli conséquent du prix du pétrole tiennent à la fois à la géopolitique et à l'économie. Les désordres constatés dans plusieurs pays, le régime des sanctions adopté vis-à-vis de l'Iran, la montée du mouvement djihadiste en Irak... avaient provoqué un ralentissement de la production, à l'origine d'un pic de prix en juin dernier. Sauf que depuis quelques semaines, la reprise de la production libyenne s'est confirmée et, surtout, celle des États-Unis leur a permis de redevenir les premiers producteurs mondiaux d'hydrocarbures. L'offre mondiale se trouve donc supérieure à la demande, d'autant plus que le ralentissement de l'économie chinoise pèse sur ses importations de pétrole. Comme les principaux pays membres de l'OPEP ont accumulé suffisamment de réserves financières ces dernières années pour parer aux augmentations des dépenses à caractère sociale, on comprend que l'Arabie Saoudite ne s'inquiète pas de la baisse en cours du prix du baril. Une telle baisse devrait rassurer les acteurs économiques et les agriculteurs en premier lieu, leurs trésoreries devant être moins malmenées. Reste à savoir si l'Etat, en grande difficulté financière, répercutera la baisse du prix du baril sur le prix à la pompe.

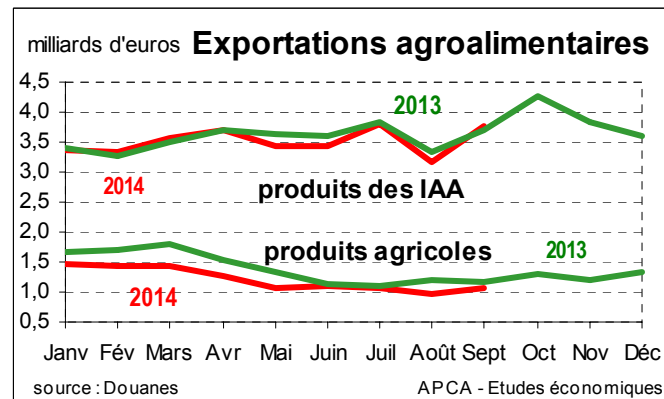
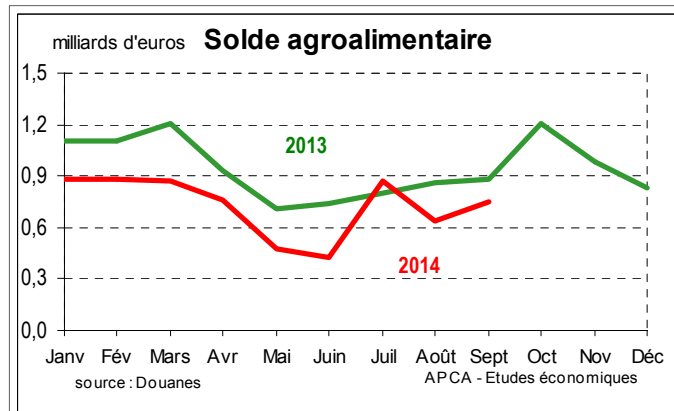
Cette bonne nouvelle, relevant de la conjoncture, s'accompagne d'une seconde, liée aux perspectives de production et de consommation de pétrole et de gaz dans le monde. Selon l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), aucune pénurie de pétrole ne se profilerait à l'horizon 2040. Les disponibilités en pétrole resteront suffisantes, en particulier grâce au gaz de schiste. Une nuance d'envergure est toutefois apportée par l'AIE. Elle a trait à la consommation de pétrole, qui devrait s'accroître de quelques 37 % d'ici 2040, la population mondiale augmentant d'environ 2 milliards d'humains devant se chauffer, se nourrir, se déplacer...

C'est sans doute cette perspective d'élévation de la consommation de produits énergétiques d'origine fossile, qui incitera les gouvernements à renforcer à la fois leur coopération en matière de lutte contre les émissions de G.E.S et la recherche pour amplifier l'efficacité énergétique dans l'ensemble de l'économie. De ce point de vue, l'accord qui vient d'être trouvé entre Washington et Pékin sur le climat, en marge du Sommet de l'APEC, ouvre de bonnes opportunités pour la Conférence de 2015 qui se tiendra à Paris.

**Contact : Thierry POUCH**



% (Source : INSEE)	En 1 mois	En 12 mois	En 24 mois
Prix alimentaires	0,4	- 0,6	0,5
Prix agricoles	- 2,4	- 5,7	- 10,5
Prix des charges	- 0,5	- 1,8	-3,04
Inflation	-0,4	0,3	1,2



Solde du commerce extérieur agroalimentaire (Source : Douanes/SSP)

En milliards d'€	En septembre	Cumul annuel
2014	0,749	6,544
2013	0,880	8,345